



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 20 - juillet 2010

Mieux connaître l'histoire pour comprendre le présent

Les échanges – en salle aussi bien que lors des contacts informels qui ont suivi - avec les invités de la conférence débat organisé par le Collectif pour Madagascar sur le thème « Cinquante ans après le retour de l'indépendance de Madagascar, interrogations et espoirs », amène à deux constats. **Le premier est que de nombreux Malgaches connaissent mal l'histoire, même récente, de leur pays, ce qui est un obstacle pour saisir pleinement ce qui en jeu actuellement. Le deuxième constat est le souhait manifesté par les invités de combler cette lacune.**

Aussi, à moins d'une actualité brûlante, les trois ou quatre prochains numéros de Madagascar Résistance seront consacrés en partie à un rappel des événements clé de l'histoire de la Grande Ile depuis la proclamation de la république en 1958.

En introduction à cette série d'articles sur l'histoire de Madagascar, nous avons reproduit la synthèse de l'intervention de Madame Elyett Rasendratsirofo portant sur la partie « espoirs » dans notre n°19. Nous présentons ci-dessous la synthèse que Jean-Pierre Domenichini a faite de la sienne traitant la partie « interrogations ».

« Pour l'Indépendance en 1960, les Malgaches écartèrent l'idée d'une guerre de libération prosoviétique ou chinoise. L'on ne fit pas table rase du passé, chose par définition impossible. Madagascar hérita alors, établi par la colonisation, d'un système totalitaire répondant bien aux critères par lesquels on définit le totalitarisme dans les Etats du 20e siècle. C'est un système dans lequel le gouverneur général est juridiquement un despote, où les citoyens français et assimilés forment une nomenklatura, un système qui a défini ses « ennemis objectifs », qui repose sur une idéologie globalisante défendue par le parti informel de la Civilisation et qui s'impose par la violence. Totalitarisme mou en temps ordinaire quand les gens obéissent, il redevient d'une grande violence, quand il se sent menacé.

Le système républicain imposé dès 1897 par Gallieni qui exila la Reine à la Réunion puis à Alger, fut entériné par les hommes politiques malgaches installés par la IVe République française. Avec des formes de gouvernance confiées, tout au long des 50 ans, à des partis dominants. Les entractes démocratiques furent de courte durée pour finalement laisser place au chaos radzouélien d'un système unipersonnel avec un chef de bande d'une grande faiblesse.

La colonisation ne fut pas une initiation à la démocratie à l'occidentale et ne forma pas une classe d'intellectuels, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs disposant d'un minimum de fortune nécessaire pour prendre en main les affaires du pays dans une action politique financièrement désintéressée.

A ce système social déséquilibré économiquement, elle joignit un système déséquilibré culturellement et socialement et religieusement fracturé. Occidentalisation, la classe dirigeante est, dans son propre pays, étrangère, et incapable de comprendre les aspirations du grand nombre. Le pays reste pris entre l'universalité des droits qu'on lui a imposé et la sacralité absolue du pouvoir léguée par les ancêtres.

La lecture de l'ouvrage Didier Galibert, Les gens du pouvoir à Madagascar. Etat postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002), Paris, Karthala, 2009, est, à cet égard, plus qu'instructif. »

Jean-Pierre Domenichini

Autres éléments de réflexion

Pour compléter les éléments de réflexion sur les interrogations et les raisons d'espérer, cinquante ans après le retour des indépendances africaines, nous recommandons à nos lecteurs la lecture d'une interview de l'universitaire camerounais Achille Mbembé par Vincent Hugué, parue dans le n°3078 de l'hebdomadaire l'Express. Voici quelques extraits de cette interview dans laquelle Vincent Hugué livre, en introduction, son sentiment sur la présence de militaires africains dans le défilé militaire du 14 juillet prochain et son analyse des relations franco-africaines actuelles.

Question : Voyez-vous, cinquante ans après, matière à célébrer quoi que ce soit ?

A. Mbembé : « Au regard des promesses ouvertes par la décolonisation, il y a au fond très peu à fêter.... Pour autant, ce demi-siècle n'est pas un jeu à somme nulle. Beaucoup de progrès ont été accomplis, ne serait-ce qu'en matière de scolarisation...Le continent est à la veille de grandes transformations, démographiques, économiques et culturelles. Il représente un énorme marché potentiel et dispose d'une diaspora en expansion, en Europe, aux Etats-Unis, en Asie.....Un nouveau cycle de croissance pointe à l'horizon. »

Question : « C'était mieux avant ! » entend-on parfois, d'Abidjan à Libreville. Existe-t-il une forme de nostalgie coloniale ?

A. Mbembé : « Certains aspects de la colonisation ont séduit : la stabilité, la discipline, le sens de la hiérarchie. Les biens occidentaux, l'imaginaire du progrès économique et social exerçaient un attrait indéniable sur les esprits. Quand on évoque la nostalgie, c'est à ces aspects qu'elle renvoie, non à la violence ou au mépris des colons. »

Question : Célèbre-t-on l'indépendance du continent ou celle de chacun des pays qui le composent ?

A. Mbembé : « L'idéal panafricain constitue toujours une immense réserve symbolique..... Les éditos publiés en cette période dans la presse témoignent de ce retour des figures mythiques. Le dessein panafricain, c'est la persistance du rêve d'une Afrique qui se met debout seule.... »

Question : Si les espoirs d'hier ne sont pas devenus réalité, à qui la faute ?

A. Mbembé : « Les structures politiques, les formes institutionnelles héritées de la colonisation ne permettaient guère à l'Afrique de s'émanciper. L'héritage colonial a souvent constitué un facteur de blocage sur la route de l'indépendance réelle. Ensuite, les politiques suivies par les élites autochtones n'ont pas davantage permis aux pays naissants de négocier leur insertion au sein de l'économie mondiale. Qui faut-il blâmer ? Les torts sont évidemment partagés.

Question : Aux yeux de maints intellectuels africains, la France n'a concédé en 1960 qu'une souveraineté purement formelle. Sont-ils fondés à prôner « une seconde indépendance ? »

A. Mbembé : « A ce stade, il ne semble pas que les peuples africains disposent d'une telle souveraineté. Pour preuve, ils ne sont pas à même de choisir librement leurs dirigeants. On ne peut pas passer son temps à incriminer les puissances extérieures sans rien faire pour créer par soi-même les conditions de la liberté. Dès lors, cette idée de seconde indépendance a quelque chose de paradoxal et d'ambigu. Elle peut servir de prétexte au refus des élites d'assumer les travers qui sont les leurs. »

.....

Question : A cet égard, que vous inspire la position de la France officielle envers le cinquantenaire ?

A. Mbembé : « S'agissant de l'Afrique, Paris est absolument à cours d'idées. Il existe un écart énorme entre cette connaissance du continent et la politique menée. Laquelle repose sur des présupposés datant du 19^{ème} siècle. L'expansion coloniale a cru décoloniser, mais ne s'est pas décolonisée elle-même. Ce qui conduit à prétendre célébrer la liberté des esclaves en lieu et place des esclaves eux-mêmes. C'est comique. Comique et tragique à la fois »

Propos recueillis par Vincent Hugué

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Île de la Réunion